

L'état et l'état des choses Le choc des conformismes

Jean-Serge Baribeau

Volume 5, Number 2, Spring 1995

Le philosophe et l'état

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/800983ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/800983ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

1181-9227 (print)

1920-2954 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Baribeau, J.-S. (1995). L'état et l'état des choses : le choc des conformismes. *Horizons philosophiques*, 5(2), 98–108. <https://doi.org/10.7202/800983ar>

L'ÉTAT ET L'ÉTAT DES CHOSES LE CHOC DES CONFORMISMES

« Dans la société comme dans les campagnes, la monoculture n'est guère efficace. Elle épuise les sols. (...) Nous sommes entrés dans une période d'intolérance qui se conjugue, comme cela arrive parfois en Amérique, avec un goût mielleux pour l'euphémisme. »

Robert Hughes. *La culture gnanngnan. L'invasion du politiquement correct.*

Bien des philosophes, on ne peut que s'en réjouir, se sont méfiés, à des degrés divers, et avec toute une panoplie de nuances, de l'État, sous toutes ses formes.

Les philosophes, dit-on souvent, incarnent en quelque sorte la pérennité de la fonction critique. C'est là un fait avéré ou, du moins, c'est là une vieille prétention. À chacun de choisir. Lorsqu'il a été question de s'attaquer à l'enseignement de la philosophie dans les cégeps, c'est à cette fonction critique, si essentielle, que la plupart ont pensé d'emblée. Des philosophes beaucoup attendent qu'ils critiquent, analysent, expliquent et montrent *le roi nu*, aussi souvent que possible. On espère qu'ils sauront crier «*au loup*», non pas à tout bout de champ, mais chaque fois que la nécessité s'en fera sentir de façon impérative.

Dans le présent texte, il sera question de l'État. Ce dont il sera aussi question, c'est de *l'état des choses* tel qu'on peut actuellement le percevoir dans la société nord-américaine. Cet état des choses, on peut dire qu'il est caractérisé par le choc de deux conformismes profonds, de deux formes de discours qui, apparemment, se situent aux antipodes l'une de l'autre. Il s'agit du choc de deux PC, comme on le dit maintenant dans certains milieux intellectuels. D'abord, le premier de ces conformismes, de ces PC, celui qui existe depuis longtemps, le *patriotically correct*. Ce langage hautement méprisant et très étroit d'esprit, il est constant et presque omniprésent dans la société états-unienne. Aussi, en réponse et en opposition à ce PC, à ce conformisme, à ce langage grossier, il y a l'autre PC, le

politically correct, qui tente d'imposer un langage vertueux, presque angélique. On va y revenir un peu plus loin dans le présent texte.

L'État canadien

L'un des faits fascinants, voire étonnants, pour quiconque vit au Québec et au Canada, et même pour des étrangers avertis, c'est de saisir à quel point l'État canadien (et, dans son sillage, l'État québécois) a été, depuis les années 60, autant que l'on sache, un État épieur, espionneur, contrôleur et, à sa façon plus ou moins ouatée, un État «répressif».

Il serait trop facile de rappeler, à cet égard, la fameuse loi des mesures de guerre de l'automne 1970. Ce serait facile, certes, mais il ne faudrait pas pour autant s'autocensurer et s'interdire de rappeler cet épisode biscornu, c'est le moins que l'on puisse dire. D'une part, cette loi a été votée par un vieil anti-duplessiste apparemment convaincu qui était aussi, il importe de ne pas l'oublier, un personnaliste chrétien affiché, nourri à l'école des Mounier, Ricœur et autres. D'autre part, les diverses enquêtes entreprises dans le sillage de cette loi, tant à Ottawa qu'à Québec, ont mis au jour des révélations étonnantes concernant ces événements dits d'octobre 1970, et concernant ce qui s'est passé avant et après ces événements.

En fait, il est possible, sans risquer d'être embastillé comme paranoïaque dangereux, de prétendre que l'État canadien en est un qui suscite des inquiétudes.

L'état des choses... canadien

Et pourtant, comment expliquer la présence de tant de contrôle dans ce pays? Dans ce pays où, jusqu'à preuve du contraire, on pourrait croire, si l'on modifie l'angle de vision, que ce qui inquiétant, c'est le degré d'autocontrôle et d'autocensure qui est exercé par grand nombre de citoyens.

Cela étant dit, il est certain que la philosophie a raison de réfléchir sur la question de l'État. Mais encore, dans ce pays déroutant, peut-être se doit-elle de réfléchir à l'état des choses, à l'état des esprits, à l'état de l'esprit critique.

La thèse ici proposée, c'est que déroutant est cet État qui surveille à ce point une société dans l'ensemble si docile, pour ne pas dire trop docile.

Pour entrer dans le vif du sujet, évoquons un article de l'éditorialiste Marcel Adam, paru dans *La Presse* du samedi 13 novembre 1993. Le titre est éloquent : «*Les opinions à la mode menacent bien plus que l'État la liberté de parole.*» Ce titre résume assez bien la thèse ici défendue, ou, du moins, une partie de la thèse. L'événement qui a justifié le texte de Monsieur Adam, c'est qu'une vingtaine de protestataires ont empêché le psychiatre américain Harold Lief (de l'Université de Pennsylvanie) de prononcer une conférence sur la théorie du FMS, *False Memory Syndrom*, théorie qui prétend que certains psychologues maladroits éveillent parfois chez des patients troublés des souvenirs fictifs concernant de prétendues agressions sexuelles survenues pendant l'enfance. Cette théorie est certes discutable, comme toute théorie, mais le propre d'une enceinte universitaire, c'est de favoriser le débat et la discussion. Ce soir-là, à l'université McGill, vingt personnes, fières de leur vertu militante et prosélyte, ont empêché cent quatre-vingts personnes d'entendre une conférence.

Les États-Unis entre deux P.C.

En 1991, en Californie, état américain javellisé à beaucoup d'égards, une serveuse du restaurant Bettly's Oceanview, à Berkeley, a refusé, un matin, de très bonne heure, de servir un client qui lisait, seul dans son coin, un article sur la Déclaration des droits de l'homme. Raison de ce refus : la brave serveuse était, selon ses dires, «profondément choquée». Elle vivait une sorte de viol par procuration, une menace pour sa dignité de femme. Pourquoi une telle réaction ? Le client, journaliste de son état, était plongé dans la lecture d'un article du magazine *Playboy*. Qui plus bizarre est, c'est que ce restaurant est devenu, dans les semaines qui ont suivi, un véritable territoire de lutte, pour ne pas dire de guerre, sociale. Des «libertarians» de droite ont distribué gratuitement dans le restaurant des copies de *Playboy*. Des groupes féministes vertueux, comme

savent si bien l'être certains groupes féministes, ont organisé des contre-manifestations pour appuyer la serveuse putativement violée.

Tout cela, dira-t-on, se passe aux États-Unis, ce qui n'est pas surprenant, mais ça n'a rien à voir avec le Canada ou le Québec. Peut-être ! Parlons encore un peu des voisins américains. Il est clair que, depuis quelques années, il y a, aux États-Unis, une lutte entre deux «PC», comme on le dit maintenant. Et ces deux «PC», ils sont intimement liés, ils ne cessent de se répondre et de se renvoyer la balle.

Le « patriotically correct »

D'une part le *patriotically correct*, incarné par les Reagan, Bush et Dan Quayle. C'est-à-dire un très vieux langage de droite, extrêmement patriotique, méprisant, voire ordurier, pour désigner les pauvres, les démunis, les homosexuels, les féministes, les efféminés, les Noirs, les immigrants et tout ce qui n'incarne pas à l'excès les supposées valeurs américaines.

Le « politically correct »

D'autre part, prétendument à l'opposé, il y a le *politically correct*. Il s'agit d'une attitude qui prône un langage vertueux, angélique et aseptisé. Pour contrer les conservateurs, pour combattre leur mépris, une certaine gauche a décidé de mener une guerre symbolique et linguistique. Tout philosophe, sociologue ou anthropologue, sait qu'importants sont les symboles et les divers codes culturels ou linguistiques. Mais il semble qu'aux États-Unis, cette «gauche» ait tendance à abandonner les luttes sur le terrain de «la réalité» pour livrer un rude combat sur le terrain des symboles et des représentations mentales.

La situation en est donc au point où, aux États-Unis, il n'y a plus de Noirs ou de nègres. Il y a des Africains-américains. Il n'y a plus de *junkies*. Il y a des personnes qui abusent de certaines substances. Il n'y a plus personne qui échoue. Il y en a qui réussissent en-dessous de leurs possibilités. Il n'y a plus de cadavres ni d'obèses, ce qui fait qu'un cadavre obèse, c'est une personne non vivante différemment proportionnée. Un

invalide, est une personne physiquement défiée (comprenez qui pourra !). Un Amérindien, c'est un Américain de naissance. Il n'y a plus d'homosexuels. Toutefois, il y a plein de *gays* qui, surtout, ne sont pas des *straight*. Aux États-Unis et ailleurs, la cigarette est diabolisée. On a redessiné tous les albums de Lucky Luke pour remplacer sa cigarette par un brin d'herbe.

Les États-Unis, dans le sillage de cette *political correctness*, sont en train de devenir l'un des plus grands producteurs de victimes au monde. Comme l'écrit Robert Hughes : *«Depuis que cette sensibilité de fraîche date décrète que nous n'aurons que des victimes pour héros, le mâle américain blanc s'est mis à revendiquer lui aussi le statut de victime. D'où le succès des thérapies cultes qui affirment que nous sommes tous les victimes de nos parents : quelles que soient notre folie, notre vénalité ou notre pure et simple crapulerie, nous n'en sommes pas responsables, puisque nous sommes issus de "familles dysfonctionnelles"» (...)* Le nombre d'Américains qui, ayant été des enfants maltraités, sont absous de tout ce qu'ils peuvent commettre aujourd'hui est plus ou moins égal au nombre de ceux qui, voilà quelques années, auraient été Cléopâtre, ou Henri VIII dans une vie antérieure»

Le double langage des conservateurs

En parallèle, il y a, chez les conservateurs, un double langage.

D'une part, le langage ordurier, patriotiquement correct dont il était fait mention plus haut. Ça permet à Pat Robertson, qui aspire à être un jour président des États-Unis, de dire sans coup férir que le mouvement féministe est *« un mouvement politique socialiste et antifamilial qui encourage les femmes à abandonner leurs maris, à tuer leurs enfants, à pratiquer la sorcellerie, à détruire le capitalisme et à devenir lesbiennes »*.

D'autre part, les conservateurs, tout comme les adeptes du *politically correct*, pratiquent l'art de l'euphémisme. Rappelons-nous la guerre du Golfe. On ne bombardait plus mais on traitait une cible ou, mieux encore, on visitait un site. Pensons aux

licenciements massifs. On préfère parler de restructuration industrielle. Il n'y a plus de chasse aux États-Unis. Il y a plutôt une récolte ou une moisson. Toute velléité d'intervention minimale de l'État dans la vie économique américaine devient rien de moins que du marxisme larvé. Et pensons au nouvel ordre mondial, si cher au président Bush. N'est-ce pas là l'euphémisme suprême dans ce monde de haute turbulence et pas si bien ordonné que ça ?

Le choc de deux fanatismes

Il existe donc, aux États-Unis, le choc de deux fanatismes, de deux intolérances et de deux conformismes. Les groupes *Pro-Life* sont spécialement bornés et virulents. Le fœtus est devenu l'une des figures emblématiques de la société américaine. Quant aux partisans de l'avortement, certaines arborent, avec une fierté troublante, des affiches ou des badges qui disent rien de moins que *Fuck Free Speech*. Ces personnes ont une spécialité : empêcher que les débats se tiennent. Ce qui rappelle le fameux débat dont il était question, plus haut, sur le *False Memory Syndrom*, à l'université McGill.

Dans le sillage de cette polarisation, on peut lire, aux États-Unis, les deux textes que voici. Une conservatrice, antiféministe radicale, Maggie Callagher, écrit : «... *un homme exploite une femme chaque fois qu'il utilise son corps en vue de son propre plaisir sexuel et qu'il refuse d'assumer pleinement le poids de la paternité.*» Une féministe radicale, Andrea Dworkin, écrit : «*Physiquement, dans l'acte sexuel, la femme est un espace envahi, un territoire - au sens littéral - littéralement occupé; occupé même s'il n'y a pas eu résistance; même si la femme occupée a dit : « Oui, je t'en prie, oh oui, plus vite, oh oui, encore.»*»

Ce mouvement fait qu'il y a, au sein de la société américaine, une tendance «lourde» qui tend vers la déresponsabilisation généralisée, vers la victimisation intégrale, vers une totale infantilisation narcissique, vers un subjectivisme démesuré, vers un relativisme tellement absolutiste qu'on se demande où

siège la relativité. Au sein du mouvement féministe, il y a au moins deux groupes qui s'affrontent. Les féministes qui veulent que les femmes, dans leur marche vers l'égalité, insistent sur le fait qu'elles sont des êtres responsables et mûrs, capables de répondre de leurs gestes. Ces féministes ont déploré l'acquittement de madame Bobbitt, cette femme qui avait coupé le pénis de son mari. Aussi, il y a ces féministes qui défendent la thèse selon laquelle les hommes sont des bourreaux et les femmes des victimes. Étant des victimes absolues, les femmes n'ont aucune responsabilité.

Comme on peut le voir, il y a l'État qui, certes, joue un rôle important lorsqu'il est contrôlé par les Reagan et les Bush. Mais il y a aussi cet état des choses qui fait que, dans la société civile, se développent des idées toute faites, des clichés, des poncifs, des lieux communs.

Quelques propos...

«Ce jour-là, je marchais lentement, fidèle à cette habitude que j'avais prise de ne regarder que les femmes, comme pour me rassurer sur l'humanité.»

«Est-ce l'amour que les hommes veulent détruire ? Ces hommes qui nous haïssent jusqu'à nous tuer, nous leur avons donné l'hospitalité de notre corps alors qu'ils n'étaient rien, nous leur avons distribué chaque jour des parcelles de notre chair et de notre esprit pour qu'ils puissent venir au monde, nous les avons protégés, ils se sont nourris de notre humanité et de notre amour. On dirait que l'amour le plus grand, même le moins envahissant, ils ne supportent pas. Ils nous entraînent malgré nous dans une danse macabre, un pas en avant, deux pas en arrière, et nous jettent aux oubliettes ou dans la fosse aux lions avant la dernière mesure.»

L'état des choses au Québec et au Canada

Avec ces dernières citations, assez significatives, que l'on pourrait multiplier presque à l'infini, il importe de noter que nous avons quitté le territoire états-unien. Nous sommes arrivés de

plain-pied dans un certain Québec, dit profond. Les propos rapportés sont de Nicole Brossard, en ce qui concerne le premier et de Louky Bersianik, en ce qui concerne le deuxième

Au Québec et au Canada, les conformismes ne prennent pas tout à fait la même forme qu'aux États-Unis. Mais, ne nous y trompons pas, les conformismes sont bel et bien là, prêts-à-servir. Il y a, comme aux États-Unis, les vieux clichés éculés sur les pauvres (ils ne veulent pas s'en sortir et ils méritent leur sort), les assistés sociaux (des fraudeurs), les chômeurs (des paresseux), les immigrants (des profiteurs et des voleurs de job), les féministes (des lesbiennes et des frustrées), etc. Mais, aux antipodes, on retrouve les mêmes inversions du bien et du mal qu'aux États-Unis. Les femmes, les homosexuels, les Noirs, les immigrants et les pauvres deviennent, pour certains, les groupes vertueux par excellence, ceux qu'il importe de respecter à tout prix.

Les hommes et les baby-boomers, au Québec

Au Québec, si l'on faisait une étude approfondie et méthodique sur ce qui a été dit et écrit sur les baby-boomers et sur les hommes, on pourrait probablement parler d'un haut degré de discrimination et il serait possible de faire ressortir beaucoup de propos passablement haineux. Certaines personnes, qui ont beaucoup parlé et écrit, seraient taxées de haut racisme et de total sexisme si elles avaient parlé des Juifs, des Noirs ou des femmes plutôt que des hommes et des baby-boomers.

Au Québec, il n'est pas «correct» de dire quoi que ce soit de négatif sur les femmes, les gays et lesbiennes, et même sur les immigrants. Mais il n'est pas mal vu de dire les pires grossièretés sur les hommes et sur les baby-boomers. Même les femmes baby-boomers ne sont pas de vraies baby-boomers. Leur féminité en fait des victimes naturelles et éternelles. Les femmes québécoises, dans certaines analyses, n'ont aucune responsabilité, sociale, historique ou intellectuelle. Elles sont et ont été des victimes.

Un certain féminisme québécois

Pour bien saisir l'ampleur de la virulence d'un certain féminisme québécois, il faut lire à tout prix un livre édité par les éditions du Remue-ménage, intitulé *Polytechnique, 6 décembre*.

Aux antipodes, l'un des livres les plus « méphistophéliques » des dernières années, du moins dans une perspective moraliste et vertueuse, c'est le pamphlet essentiel et oxygénant de Roch Côté, *Manifeste d'un salaud*. C'est une réponse brillante à certains discours délirants qui se sont inscrits dans le sillage des événements de Polytechnique. Côté tente d'introduire un peu de rationalité dans le débat. Mais, utiliser ce terme de rationalité, c'est commettre presque un impair. En effet, un certain féminisme, souvent incarné par Lise Payette et certaines anciennes dirigeantes du magazine *La vie en rose*, conteste l'idée de l'objectivité et celle de la rationalité. Ce seraient là des idées patriarcales et masculines, donc des pièges. Avec un « certain » mouvement féministe, qui n'est pas la totalité du mouvement féministe, c'est le triomphe presque absolu du subjectivisme. Et la subjectivité des femmes, semblerait-il, aurait plus « raison » que celle des hommes. Paradoxal !

Aussi, au Québec, une certaine critique des *baby-boomers* est liée à un profond mouvement de fabrication de boucs émissaires. Cette notion de baby-boomer devient la clé intellectuelle que l'on insère dans toutes les serrures idéologiques dès que l'on est en panne d'explications. Richard Martineau, directeur du magazine culturel *Voir* est l'un des ardents porteurs de cette approche intellectuelle simpliste et rassurante.

Au Québec, il y a aussi un mouvement implacable qui critique la violence «représentée», sous toutes ses formes. L'une des protagonistes de ce mouvement, c'est la jeune Virginie Larivière dont la sœur, Marie-Ève, a été assassinée. Comme plein d'émotions légitimes vont de pair avec une telle situation, tout discours critique devient inacceptable. Il faut donc accepter ce qui est dit. Sinon on risque de passer pour un sans cœur. Alors, une adolescente, qui a de bonnes raisons d'être ébranlée et choquée, incarne une croisade morale qui

s'attaque à Bugs Bunny et à tout ce qui peut paraître violent. Le vieil attrait de la censure se manifeste une fois de plus. Pourquoi ne pas interdire toute l'histoire de l'art, du théâtre et de la littérature ?

Il serait évidemment possible d'en dire plus, d'élaborer davantage, d'apporter plus de preuves. Par exemple, pour approfondir cette analyse, il faudrait réfléchir au relativisme absolutiste et dogmatique qui sous-tend certaines des formes les plus exacerbées de la *political correctness*. Le présent texte propose modestement de poser, sans dogmatisme si possible, certaines questions aux philosophes et autres intellectuels. Ces questions ne sont peut-être pas vaines.

L'actuel conformisme, qui relève autant de la sociologie profonde que de la politicologie, fait penser à ce que dit Claude Gagnière : *«Une autorité - qu'elle soit temporelle, spirituelle ou morale - ne peut durer que si elle commande à un troupeau docile et résigné, jugé trop puéril pour penser par lui-même et qu'il faut défendre malgré lui et «pour son bien», contre les tentations extérieures, contre les idées nouvelles, contre tout ce qui peut représenter, aux yeux d'une société immobile, le Mal absolu. Pour les fanatiques et les hypocrites il n'est pas de crime plus impardonnable que l'Intelligence.»*

Ou, encore peut-on rappeler Jean-François Revel (1957) : *«Toute la question est de savoir si la valeur d'une philosophie tient au caractère louable de ses conclusions ou à la sûreté avec laquelle elle y parvient.»* Heureuse question, dans le présent contexte de vertu triomphante, de marche inéluctable vers le bien absolu.

Espérons que les philosophes et autres penseurs et intellectuels seront encore ravis de dire, comme Voltaire *«Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai à vos côtés jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire.»* Contre de telles attitudes l'État est toujours quelque peu désarmé. Et l'état des choses ne peut que mieux s'en porter...

Jean-Serge Baribeau
Collège Édouard-Montpetit

BIBLIOGRAPHIE

- Côté Roch. *Manifeste d'un salaud*. Éditions du Portique, 1990, 252 pages.
- Gagnière Claude. *Au bonheur des mots*. Robert Laffont, 1989, 740 pages.
- Gaillard Françoise. «Politiques ou corrects, l'Amérique nous oblige à choisir». *Revue Crises*, PUF, 1994.
- Hughes Robert. La culture gnangnan. L'invasion du politiquement correct. Éditions Arléa, collection du courrier international, 1993, 254 pages.
- Malette Louise, Chalouh Marie (sous la direction de). *Polytechnique, 6 décembre*. Éditions du remue-ménage, 1990, 192 pages.
- Martineau Richard. *La Chasse à l'éléphant*. Boréal, 1990.
- Muray Philippe. *L'empire du bien*. Les Belles Lettres, Iconoclastes, 1991.
- Revel Jean-François. *Pourquoi des philosophes?* Jean-Jacques Pauvert, 1957. 184 pages.
- Ricard François. *La génération lyrique*. Essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom. Boréal, 1992, 282 pages.